Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
DIMANCHE, 7 DECEMBRE 1890.

PETITES ANNONCES.

L'ANCIENNE maison Meyer, hair store, est transférée 64 Royale. La maison ne tient en rien que des cheveux de 1er choix, et choisis de chevaux blancs garantis année naturelle.
28 nov—4 déc

MME JACOB, 17 Baronne, Salon de coiffure et coupe de cheveux pour dames et enfants.
17nov—1déc

PENSION privée, 216 rue Bourbon, entre St-Philippe et Dumaine. Prix modérés
29 nov—1 m.

DEMANDE d'emploi.—Un jeune homme parlant français et anglais demande une place dans une maison de commerce. S'adresser au bureau du journal.
6 déc—3f

A LOUER.

A LOUER.—La Salle de l'Union Française, rue des Remparts près Dauphine, pour bals de Société, soirées, banquets, concerts, etc. S'adresser à M. Castel, cor. Royale et St-Pierre.
7 nov—4 m. 3m

A VENDRE.

ATTENTION planteurs! Voyez d'abord goutte épaisseur extra pour couverture, la 1re 20 et 24 pouces ; vente au marché, F. Jahncke, 206 et 210 Howard Ave., entre Baronne et Carondelet.
7 déc—3f

ON DEMANDE.

UN tailleur et pantalons expérimenté.

Adresser : Pantalon à ce bureau.
7déc—1f

UNE femme blanche, d'un âge raisonnable, pour le français pour faire la ménage et à occuper d'une petite fille de sept ans. S'adresser 817 Avenue St-Charles, entre dix heures du matin et 2 heures de l'après-midi.
7déc—1f

ON demande des filles pour apprendre à faire des cigares. S'adresser à Sheim Bros & Co., cigar factory, coin Julia et Magazin.
7 déc—3t

ON demande—Un bon jardinier étendue pour Shreveport, La. S'adresser à J. S. Ferry, City (Texas Rosas, Shreveport, La.
6 déc—1 sem

ON demande—Au No 94 Esplanade une jeune servante de couleur d'environ 14 ans pour faire un petit ménage.
30nov—1déc

VENTES PAR LE CONSTABLE.

Matt Ward vs. Rose Osborne.

PREMIERE COUR DE CITÉ DE LA NOUVELLE-Orléans. No 19,283—En vertu d'un writ de fieri facias, à moi adressé par l'Honorable E. H. Price, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à la vente publique, à mon entrepôt, No 152 rue Lafayette, entre les rues Charles et Carondelet, le MARDI, 9 décembre 1890, à midi de la propriété enregistrée en mon bureau.

Un lot de meubles de maison, d'après inventaire enregistré en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci dessus intitulée et numérotée.

Conditions—Comptant sur les lieux.

M. FARRENTELLI,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
28 nov—28—4 déc

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Zethman Foster.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 31,845.—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Almira W. Foster et David Lemly, exécuteurs testamentaires de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

7 déc—7 12 16

Succession de James McGeehan et Mary Morrison, sa veuve.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 31,845.—Division E. —Attendu que William John McGeehan a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'exécuteur testamentaire dans la succession de feu James McGeehan et de son épouse Mary Morrison, décédés intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux qui cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

6 déc.—6 11 14

Succession de John Langles.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 31,841—Division C. Attendu que Pauline Langles a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu John Langles décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

4 déc—4 9 13

Succession de Pat. Geo. Sullivan.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 31,480—Division B —Attendu que Jessie Maggie Sullivan a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Pat. Geo. Sullivan, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 nov—29—4 7 déc.

Succession de Mme Barbara Stecie.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 31,531—Division B. —Attendu que Mme Marie Schmitzer a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Barbara Stecie, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

5 déc—5 10 14

Succession de Mme Margaret J. Cosgrove.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 31,532.—Division D. Attendu qu'Alex F. Parsley a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Margaret J. Cosgrove, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

3 déc—3 7 12.

Succession de Dominique Nocuse.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 31,475—Division A. —Attendu que Mme Clémence Gauthier, veuve de Dominique Nocuse, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Dominique Nocuse, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

30 nov—29—4 déc

John Bastian vs son créancier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,710.—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par le curateur, Henry J. Rhodes, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 nov—28—4 déc

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 31,558 Division E—Louis J. Maisonté vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la succession du défendeant ait été déclarée dans la succession de feu John Langles decédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

6 déc.—6 11 14

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 31,519—Division A—Louis C. Mick vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la succession de feu Louis C. M. du défendeur ait été déclarée dans la succession de feu John Langles decédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

4 déc—4 9 13

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 31,541—Division C—Attendu que Pauline Langles a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu John Langles decédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

4 déc—4 9 13

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 31,518—Division A—Louis C. Mick vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la succession de feu Louis C. M. du défendeur ait été déclarée dans la succession de feu John Langles decédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

4 déc—4 9 13

Succession de Pat. Geo. Sullivan.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 31,480—Division B —Attendu que Jessie Maggie Sullivan a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Pat. Geo. Sullivan, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 nov—29—4 7 déc.

Succession de Mme Barbara Stecie.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 31,531—Division B. —Attendu que Mme Marie Schmitzer a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Barbara Stecie, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

5 déc—5 10 14

Succession de Mme Margaret J. Cosgrove.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 31,532.—Division D. Attendu qu'Alex F. Parsley a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Margaret J. Cosgrove, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

3 déc—3 7 12.

Succession de Dominique Nocuse.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 31,475—Division A. —Attendu que Mme Clémence Gauthier, veuve de Dominique Nocuse, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Dominique Nocuse, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

30 nov—29—4 déc

John Bastian vs son créancier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,710.—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par le curateur, Henry J. Rhodes, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

30 nov—29—4 déc 5 9

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 31,558 Division E—Louis J. Maisonté vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la succession du défendeant ait été déclarée dans la succession de feu John Langles decédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

6 déc—6 11 14

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 31,519—Division A—Louis C. Mick vs ses créanciers.—Ordre de Cour.—Que la succession de feu Louis C. M. du défendeant ait été déclarée dans la succession de feu John Langles decédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

4 déc—4 9 13

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE du District pour la Paroisse d'Orléans.—No 31,541—Division C—Attendu que Pauline Langles a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu John Langles decédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

4 déc—4 9 13

Succession de Pat. Geo. Sullivan.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 31,480—Division B —Attendu que Jessie Maggie Sullivan a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Pat. Geo. Sullivan, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 nov—29—4 7 déc.

Succession de Mme Barbara Stecie.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 31,531—Division B. —Attendu que Mme Marie Schmitzer a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Barbara Stecie, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

5 déc—5 10 14

Succession de Mme Margaret J. Cosgrove.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 31,532.—Division D. Attendu qu'Alex F. Parsley a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Margaret J. Cosgrove, décédée intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

3 déc—3 7 12.

Succession de Dominique Nocuse.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 31,475—Division A. —Attendu que Mme Clémence Gauthier, veuve de Dominique Nocuse, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Dominique Nocuse, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

30 nov—29—4 déc

John Bastian vs son créancier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,710.—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par le curateur, Henry J. Rhodes, notaire, a son bureau, No 42 Carondelet, en cette ville, le vendredi, 12me jour de décembre 1890, afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, dûment assemblés, et sur toutes autres affaires qui pourraient être portées devant eux, et que dans l'intervalle toutes poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que A. Baldwin, Wm. Kohn, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 1er décembre 1890.

Signé : THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour copie conforme :
JAS. O. RANKIN Député Greffier.

1er déc.—1, 2-5 jan.

F. H. Augustesch vs son créancier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 29,004—Div. E—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire, et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le rapport final présenté par Henry Turner, syndic des créanciers de la dite cession de Morris, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 nov—29—4 7 déc

Succession de Dominique Nocuse.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 31,475—Division A. —Attendu que Mme Clémence Gauthier, veuve de Dominique Nocuse, a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Dominique Nocuse, décédé intestat ; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

30 nov—29—4 déc

John Bastian vs son créancier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 28,710.—Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par le curateur, Henry J. Rhodes, notaire, a son bureau, No 42 Carondelet, en cette ville, le vendredi, 12me jour de décembre 1890, afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, dûment assemblés, et sur toutes autres affaires qui pourraient être portées devant eux, et que dans l'intervalle toutes poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, et que A. Baldwin, Wm. Kohn, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 1er décembre 1890.

Signé : THOS. C. W. ELLIS, Juge.

Pour copie conforme :
JAS O. RANKIN Député Greffier.

1er déc.—1, 2-5 jan.

F. H. Augustesch vs son créancier.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No 29,004—Div. E—Avis est par le présent donné aux créanciers dans cette affaire, et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le rapport final présenté par Henry Turner, syndic des créanciers de la dite cession de Morris, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS, Greffier.

29 nov—29—4 7 déc

ASSURANCES

The Southern Insurance Company of New Orleans.
(Compagnie d'assurances du Sud de la Nlle-Orléans.)

Septième Etat Annuel

La compagnie, conformément à sa charte, publie l'état suivant de ses affaires pendant l'année écoulée le 31 Décembre 1889 :

PRIMES REQUISES.

Surtes risques d'incendie	$458,099 25
Sur risques de rivières	23,986 27
Sur les risques de mer	12,949 19
	$460,535 11
A ajouter : Primes non requises de 1888	102,433 94
Total des primes	$562,969 05
A ajouter : Intérêts, profits et pertes	28,906 49
Revenu total	$591,875 54
A déduire : Pertes payées—	
Sur risques d'incendie	$190,110 41
Sur risques de rivières	16,883 63
Sur risques maritimes	10,599 91
Total des pertes payées	$217,593 95
Primes remboursées	47,796 80
Commissions	85,805 06
Réassurances	38,582 44
Taxes et licences	7,938 99
Dépenses, bureau local et agences, salaires, Board of Underwriters, Patrouille de Compagnie, Commissaires Mendiants, Babcock, loyer, impressions, etc	87,965 66
Total des débours	$502,684 02
Surplus	$189,792 52
Réservé pour risques non expirés	$114,586 83
Réservé pour pertes ajustées et non ajustées	23,500 00
Profits net	51,704 20
	$189,792 53

ACTIF

(A la valeur au marché.)

Comptant en mains, à savoir :		
En banques	$98,632 81	
Au bureau	3,923 55	102,556 46
$113,000 Consolidé de la Nlle-Orléans, émission Crescent		150,900 00
$100,340 bons à prêts de la ville de la Nlle-Orléans, y compris les années 1891		149,669 80
$35,000 coupons bons des Etats-Unis, 4 pour cent		31,500 00
$80,000 bons de la Louisiane à 6 pour cent		88,200 00
Prêts sur demande garantis par dépôts de titres (collatéraux)		8,506 66
Un compte capital de N. O. Board of Trade		75 00
Une action du capital de La. Sugar Refining Co		175 00
35 actions de la N. O. Warehouse Co		525 00
Une action French Opera House Co		250 00
Un bon de la St Bernard Steam Engine Fire Co		50 00
Dépôt à l'Association de N. O. Fire Underwriters		150 00
Primes en cours de perception		49,818 58
Machine, accessoires, office furniture		2,000 00
		$504,376 52

PASSIF.

Capital-actions	$200,000 00
Fonds de réserve	25,000 00
Dividendes non payés	1,584 00
Réservé pour risques non expirés	114,586 83
Réservé pour pertes ajustées et non ajustées	23,500 00
Balance (non compris le dividende de juillet 1889)	29,704 20
	$504,376 52

L'état ci-dessus est une copie juste, vraie et correcte des livres de la compagnie.

F. POURCHY, Président.

JULES MONTREUIL, Secrétaire.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans.
Ville de la Nouvelle-Orléans.

Fait sous serment par devant moi, ce 23me jour de juin 1890.

Signé, JAS. FAHEY, Notaire

DIRECTEURS.

D. A. Chauffetet	M. W. Smith.
Aristide Hopkins	Paul Fourchy.
Jean Jos. Le Monnier	Jos. Montreuil.
Paul Capdevielle.	Jos. Montreuil.
Henry C. Boecher,	Jayme Magl.
	A. Xiques.

30 juin—1m

PRIX DU BILLET:

Entier, $40; Demi, $20; Quart $10; Huitième, $5; Vingtième, $2; Quarantième, $1.

IMPORTANT.

Moyen prompt et sûr d'acheter un billet S'adresser à l'agent de la localité ou l'on est.

Prix pour les ecbs, 25 fractions de billets de $1 pour $20.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

Comment envoyer l'argent.

Envoyez l'argent par l'Express à nos frais.

PAS MOINS DE CINQ PIASTRES

Adresse à M. A. BAUPHINE,
Nouvelle-Orléans, Lne.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Comptoir ignore pour elle tout changement in service de la malle ; comme les femmes, nous n'avons pas d'âge. Nous l'acceptons à toutes les époques de l'année, et nous nous dirigeons et conduisons en personne en temps ou nous en donnons l'ordonnance, cet bien avec la plus grande bonté. Nous actorisons la Compagnie à se servir, dans ce nécessaire, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

Mrs. Lydia E. Pinkham

Nous soussignés Banques et Banquiers payeront tous les Lots gagnés dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

R. M. WALMSLEY, Pres. La Nat. Bank.
P. LANAUX, Pres. State Nat. Bank.
A. BALDWIN, Pres. N. O Nat. Bank
CARL KOHN, Pres. Union Nat. Bank

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS DE DEUX MILLIONS DISTRIBUÉS.

L. S. E.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et ses franchises a été renouvelée comme faisant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire énorme.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1893.

Une grande tirage extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages à numéros simples ont lieu tous les autres dix mois de l'année, et sont tous lieu en public, à l'Académie de Musique à la Nouvelle-Orléans.

Remommée depuis vingt ans, par l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestée ainsi qu'il suit :

Nous donnerons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous dirigeons et contrôlons en personne ces tirages qui nous en donnent l'occurrence, ont lieu avec la plus grande bonté, le plus grande loyauté et la plus parfaite bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à se servir, dans ce nécessaire, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
Jr Early

Grand Tirage Mensuel,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

NOUVELLE-ORLEANS,

MARDI, 16 DEC. 1890.

GROS LOT: $600,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS :

1 Lot de	$600,000, est	$600,000
1 Lot de	200,000,	200,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
2 Lots de	20,000,	40,000
5 Lots de	10,000,	50,000
10 Lots de	5,000,	50,000
25 Lots de	2,000,	50,000
100 Lots de	500	50,000
500 Lots de	400,	200,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de $1000,	ont	$100,000
100 Lots de	$500,	50,000
100 Lots de	$400,	40,000

PRIX TERMINAUX.

200 Lots de $300,	ont	$100,000
200 Lots de $200,		100,000
3,144 Lots se montant à		$1,189,000

DATE DE FONDATION, 1805

COMPAGNIE D'ASSURANCES

— DE LA —

NOUVELLE-ORLEANS.

New Orleans Insurance Company et New Orleans.

Etablie en 1805.

BUREAUX : 3 rue Carondelet entre Canal et Commune.

J. TUREL, Président.
H. SURBLED, Vice Président.
JOSEPH A. RIVERS, Secrétaire.

Assure contre les risques de feu, de mer et de rivières, aux taux les plus réduits.

DIRECTEURS :

MANUEL ABARCAL, EDWARD E. BORIT.
PIERRE POUPEY, H. GALLY.
S. GUMBEL, A. SURBLIER.
CHAS. B. SCHMIDT, JULES AMIC.
JULES TUREL, H. LABOUISSE.
GUS. PITOT, J. W. HINCKS.

Avis aux Actionnaires de la Compagnie d'Assurance Hibernia.

Avis est par le présent donné que conformément à l'acte 94 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane pour l'année 1890 intitulé : " Acte pour la protection des personnes faisant des affaires avec les compagnies d'assurances étrangères dans la Louisiane, et pour autres fins," et aussi les Statuts spéciaux de cette Etat, en sous les Statuts spéciaux de cette ci-après, (une copie de dit acte peut être vue au bureau de la compagnie) un meeting général des actionnaires de la Compagnie d'Assurance Hibernia sera tenu au bureau de la compagnie, No 37, rue de Camp, Nouvelle-Orléans, Lne., mercredi, 31me jour de Décembre 1890, à midi, pour décider, voter et agir ainsi que l'exige la loi.

Et avec un avis pareil par le présent donné, qu'à l'assemblée ci-dessus mentionnée des actionnaires, seront, et délibéreront et voteront sur les questions proposées de la Charte de la compagnie comme suit : Sur l'article 4, section 7, tant à la réduction du nombre des actions de cette société, et sur l'article 2 relatif à l'éligibilité des personnes comme directeurs.

Par ordre du Bureau des Directeurs,

JOHN T. GIBSON, président.

1 nov—1m

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Vaisselle de couverts et instantanées, etc., d'un Club House de première classe, Pool et Table de Billard, etc.

Pour Jeudi vs Orleans Club.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 31,418—En vertu d'un writ de saisie provisoire à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Exchanges, No 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le premier district de cette ville, le JEUDI, 20 décembre 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre avec les bâtisses, améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies, privilèges et avantages y appartenant ou qui en peuvent être considérés comme faisant partie ou étant censés faire partie de, situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlot borné par les rues Bourgogne, Marigny, Dauphine et Bonane, le dit lot de terre mesurant, en arrière-front de la rue Bourgogne une profondeur de cent vingt pieds. Ensemble avec seize-quinze actions de fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane, attachées à la dite propriété. Etant la même propriété acquise par feu François Schonner d'après un acte passé pardevant Félix Grima, notaire, le 24 octobre 1867.

Saisi dans l'affaire ci dessus.

Termes et conditions—Comptant, pour payer la rémunération du plaignant, comme la somme de six cent soixante quinze piastres, montant de l'empruat de stock, avec dix pour cent d'intérêt sur le dit montant à partir du 1er janvier 1879 et une autre somme de douze cents piastres, montant des contributions sur les cities actions de stock.

Avec 8 0/0 d'intérêt par an sur $150 à partir du 1er décembre 1881 ; et

Avec 8 0/0 d'intérêt par an sur $150 à partir du 1er décembre 1882 ; et

Avec 8 0/0 d'intérêt par an sur $150 à partir du 1er décembre 1883 ; et

Avec 8 0/0 d'intérêt par an sur $150 à partir du 1er décembre 1884 ; et

Avec 8 0/0 d'intérêt par an sur $150 à partir du 1er décembre 1885 ; et

Avec 8 0/0 d'intérêt par an sur $150 à partir du 1er décembre 1886 ; et

Avec 8 0/0 d'intérêt par an sur $150 à partir du 1er décembre 1887 ; et

Avec 8 0/0 d'intérêt par an sur $150 à partir du 1er décembre 18-8 ;

Le tout jusqu'à paiement, ensemble avec les frais de vente, les frais de timbre de $2 et les taxes d'Etat et de ville dues sur la dite propriété.

L'acquéreur en outre assumera le 16 dix de la dite hypothèque du dit stock. Le tout sujet à être appelée conformément à la charte et les lois de la Banque des Citoyens de la Louisiane, à savoir : le surplus de la vente de cette plaintive, et l'acquéreur assumera toutes les obligations additionnelle de la Banque des Citoyens de la Louisiane, à savoir : le tiers de dit stock, et le balance, s'il y en a, du prix d'adjudication comptant.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
$ déc—2 3 9 16 23 30—janv 3

ANNONCE JUDICIAIRE.

Banque des Citoyens de la Louisiane vs Francis Richmond.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 31,213.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse des Exchanges, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le premier district de cette ville, le SAMEDI, 20 décembre 1890, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre, situé dans le Premier District de cette ville, dans le carré d'îlot borné par les rues Liberté, Marigny (dernièrement Melle Landran), Delord et Derbigny (dernièrement Walk) et Dryades (dernièrement Philippa), dégagé par le lot A et sur un plan déposé au Bureau de A. Boudousquié, ancien notaire public de cette ville. Le dit lot mesure vingt pieds sept pouces de front sur la rue Liberté sur trente-trois pieds de profondeur à sa partie (dernièrement Mobile Landing) et quarante-deux pieds, plus ou moins irréguliers de front sur la rue Derbigny, les lots Nos 4, 5 et 6, cent quarante-deux pieds, un pouce et quatre lignes de profondeur sur la ligne du lot No 6 et vingt un pieds neuf pouces et sept lignes de front sur la rue Delord, ensemble avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies et privilèges qui en dépendent. Le tout sujet aux hypothèques de l'Etat de la Louisiane, hypothéquées et affectées par lois, et la balance, s'il y en a, du prix d'adjudication comptant.

CHAS. W. DROWN,
Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.
$ déc—2 3 9 16 23 30—janv 3

ANNONCE JUDICIAIRE.

Banque des Citoyens de la Louisiane vs Marry B. Schumert et als.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans. No 29,737. En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'enchère publique, à la Bourse des Exchanges, Nos 72 et 74 rue St-Charles, entre Gravier et Commercial Place, dans le Premier District de cette ville, le LUNDI, 15 décembre 1890, à midi, de la propriété ci après décrite, à savoir :

Un certain lot de terre avec les bâtisses, améliorations qui s'y trouvent et tous les droits, voies, privilèges, servitudes y appartenant ou qui en peuvent être considérés comme faisant partie de, situé dans le Deuxième District de cette ville, dans l'îlot borné par les rues Bourgogne, Marigny, Dauphine et Bonane, le dit lot de terre mesurant, en arrière-front de la rue Bourgogne une profondeur de cent vingt pieds. Ensemble avec seize-quinze actions de fonds capital de la Banque des Citoyens de la Louisiane, attachées à la dite propriété. Etant la même propriété acquise par feu François Schonner d'après un acte passé pardevant Félix Grima, notaire, le 24 octobre 1867.

Saisi dans l'affaire ci dessus.

Termes et conditions—Comptant, pour payer la rémunération du plaignant, comme la somme de six cent soixante quinze piastres, montant de l'emprunt de stock, avec dix pour cent d'intérêt sur le dit montant